

Adoption en CFVU	10/10/2023
Date de mise en ligne (intranet, internet)	17/10/2023
Date de transmission au rectorat	17/10/2023



RÈGLEMENT DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

DOMAINE : Droit, économie, gestion
MASTER MENTION : Droit des affaires

Diplômes gérés par le département des masters de droit privé de l'École de droit de la Sorbonne :

Master 1^{ère} année :

- parcours « droit des affaires » : M1E402
- parcours « droit des affaires parcours HEC » : M1E406
- parcours « droit des affaires – IDAI » - diplôme délocalisé en Égypte dans le cadre de la convention avec l'Université du Caire : M1E4D1
- parcours « droit des affaires parcours USAL » - diplôme délocalisé en Argentine dans le cadre de la convention avec l'Universidad del Salvador : M1E4D2
- parcours « droit des affaires parcours franco-marocain » - diplôme délocalisé au Maroc dans le cadre de la convention avec l'Université Euromed : M1E4D3

Master 2^{ème} année :

- parcours « droit des affaires » : MIE507
- parcours « droit des affaires et fiscalité » : MPE507
- parcours « opérations et fiscalité internationales des sociétés » : MPE509
- parcours « droit du tourisme et des transports » : MPE510 (également adossé à la mention « droit public » de l'école de droit de la Sorbonne – MPA501)
- parcours « concurrence, distribution, consommation » : MPE50K (formation en apprentissage)
- parcours « droit international et européen des affaires – IDAI » - diplôme délocalisé en Égypte dans le cadre de la convention avec l'Université du Caire : MPE5D1

Diplômes gérés par l'Institut d'études à distance de l'École de droit de la Sorbonne :

Master 1^{ère} année :

- parcours « droit des affaires » : M1V402

Master 2^{ème} année :

- parcours « droit des affaires approfondi » : MIE505

Vu les articles L. 612-6 et L. 612-6-1 du code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master ;

Vu l'arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master ;

Vu la loi n° 2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat ;

Vu le décret n° 2018-642 du 20 juillet 2018 modifiant le décret n° 2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master ;

Vu le décret n° 2017-1652 du 30 novembre 2017 modifiant les dispositions du code de l'éducation relatives aux stages et aux périodes de formation en milieu professionnel ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master ;

Vu les articles D. 613-17 à 25 du code de l'éducation relatif aux diplômes en partenariat international.

En demandant son admission en master, l'étudiant s'engage à respecter les dispositions du règlement de contrôle des connaissances ci-dessous. Ce règlement peut être complété par des dispositions spécifiques dans le cas notamment de formations en lien avec des professions réglementées.

I. GÉNÉRALITÉS

1. Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master.
2. Au sein d'une même mention, un master permet l'acquisition de compétences transversales communes aux différents parcours de formation.
3. Lors de la procédure d'accréditation d'un établissement, le ministre chargé de l'enseignement supérieur veille à l'existence d'un socle commun aux différents parcours d'une même mention défini en termes de compétences et garant d'une réelle cohérence pédagogique.

La formation conduisant au diplôme national de master comprend des enseignements théoriques, méthodologiques et appliqués et une ou plusieurs expériences en milieu professionnel, notamment sous la forme de stages au sens du décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014 et du décret n° 2017-1652 du 30 novembre 2017, relatifs à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages.

La formation comprend obligatoirement une initiation à la recherche et, notamment, la rédaction d'un mémoire ou d'autres travaux d'études personnels.

4. L'offre de formation est structurée en semestres. Quatre semestres au niveau master.
5. Conformément aux articles D. 611-1 à D. 611-6 du code de l'éducation, la formation est organisée, au sein de chaque mention, sous la forme de parcours de formation initiale et continue formant des ensembles cohérents d'unités d'enseignement et organisant des progressions pédagogiques adaptées, au regard des finalités du diplôme.
6. Conformément à la circulaire n° 2015-122 du 22-07-2015, une période d'expérience personnelle dite de « césure » est possible durant le cursus des étudiants. Un document annexe à ce règlement de contrôle de connaissances en précise les modalités.

II. ORGANISATION DES ÉTUDES

1. Une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 crédits pour le niveau master, 30 crédits par semestre. Cette référence permet de définir la valeur en crédits de l'ensemble des diplômes.

III. CONDITIONS D'ACCÈS

1. Pour être inscrit en première année du diplôme de master, les étudiants doivent justifier :
 - soit d'un diplôme national conférant le grade de licence dans un domaine compatible avec celui du diplôme national de master concerné ;
 - soit d'une validations prévues aux articles L. 613-3 (validation d'études supérieures accomplies en France ou à l'étranger), L. 613-4 (validation des acquis de l'expérience) et L. 613-5 (validation d'acquis) du code de l'éducation.
2. Pour les masters dans lesquels il a été fixé des capacités d'accueil pour la première année du deuxième cycle, l'admission de l'étudiant peut être subordonnée à un concours ou à des modalités d'examen de sa candidature (examen, dossier, entretien).

L'admission en 2^{ème} année de master, dans un parcours à finalité indifférenciée, recherche ou professionnelle est prononcée par le chef d'établissement sur proposition du responsable de la formation, après avis de la commission pédagogique du parcours concerné et sous réserve de la validation de la première année de master.

L'accès aux masters 2 parcours « droit des affaires », « opérations et fiscalité internationales des sociétés », « droit des affaires et fiscalité » et « concurrence, distribution, consommation » est ouverts aux seuls étudiants ayant validé un master 1 « droit des affaires » ne relevant pas des filières délocalisées sauf décision exceptionnelle du directeur du master 2 concerné.

Accès au Master 2 Droit des affaires et fiscalité pour les étudiants issus du Master 1 mention « droit des affaires » parcours « HEC ». L'accès au Master 2 parcours « droit des affaires et fiscalité » est subordonné à l'obtention par les étudiants du parcours « HEC » d'une moyenne supérieure ou égale à 12/20 sur le semestre Paris 1.

IV. INSCRIPTIONS

1. L'inscription administrative est annuelle conformément aux dispositions nationales.
2. L'inscription pédagogique est faite en début d'année universitaire pour les semestres 1 et 2 puis pour les semestres 3 et 4, avec possibilité de modifications au plus tard dans les deux semaines qui suivent le début du semestre d'enseignement.
Tout étudiant répondant aux conditions prévues par la charte des étudiants salariés peut bénéficier des dispositions prévues à ladite charte (cf. site <http://www.univ-paris1.fr/>, rubrique « Vie étudiante »).
3. Inscription par transfert :
Les modalités de prise en compte du parcours réalisé par l'étudiant dans l'établissement d'origine sont définies par le règlement propre à chaque formation.

Les demandes de transfert en vue de l'entrée en master 1 peuvent être acceptées dans la limite de la capacité d'accueil sur avis favorable de la commission des transferts de la composante.

Les demandes de transfert liées à un changement d'orientation sont examinées par la commission « d'équivalence » de la composante.

La validation des acquis et des acquis de l'expérience fait l'objet d'une décision de la commission de validation des acquis, après examen du dossier constitué par le candidat. La décision de validation peut être conditionnelle et comporter, par exemple, l'obligation de suivre certains enseignements de licence.

La validation se fait par unité d'enseignement (UE) entières, ou par éléments constitutifs (EC) d'UE, sous la forme de dispenses, sans attribution de note. Les crédits *European Credits Transfer System*

(ECTS) correspondants sont acquis. En revanche, ces UE ou EC n'entrent pas dans le calcul de la compensation.

La validation d'études effectuées en France ou à l'étranger fait l'objet d'une décision de la commission/jury de validation compétente de la composante.

4. Dans les filières en lien avec les professions réglementées, le nombre d'inscription est limité en master 1^{ère} année où il est subordonné à la décision du jury.
5. En dehors des professions réglementées, en master 1^{ère} année une troisième inscription ne pourra être accordée qu'à titre exceptionnel par décision du président de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sur proposition du responsable pédagogique du diplôme.
6. En master 2^{ème} année, le redoublement d'un semestre ou de l'année ne peut être accordé qu'à titre exceptionnel par décision du Président de l'Université sur proposition du responsable pédagogique du diplôme.
7. En master 2^{ème} année, en application de la loi n° 2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat l'inscription en deuxième année de master est de droit, dans la même mention, sous réserve de validation de la première année de master.
8. L'inscription administrative engage l'étudiant à suivre l'intégralité du cycle de formation (Licence, Master) proposé soit au sein du département d'enseignement de l'École de droit de la Sorbonne (département des Licences, département des masters de droit public, département des masters de droit privé, département des masters de droit international, européen et comparé), soit au sein de l'Institut d'études à distance (IED) de l'École de droit de la Sorbonne, auquel il s'est inscrit, sans qu'il puisse prétendre passer de l'un à l'autre au cours du cycle Licence ou de Master. Si toutefois un étudiant souhaitait intégrer un autre type de formation, il devra constituer un dossier sur ECandidat.

V. MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

A. Master 1^{ère} année

1. Pour les 60 premiers crédits : l'appréciation des connaissances et des aptitudes dans les UE constitutives d'un semestre résulte d'un contrôle continu et d'épreuves écrites anonymes, le cas échéant.
2. Elle peut aussi comporter :
 - des examens oraux, lesquels peuvent être remplacés par des tests écrits,
 - la rédaction d'un mémoire,
 - un stage,
 - un projet tutoré.
3. Sur dérogation, le contrôle des connaissances et des aptitudes des étudiants engagés dans la vie professionnelle ou dans l'impossibilité absolue d'assister aux travaux dirigés et aux conférences de méthode et qui en ont été dispensés est effectué sous la forme d'examens terminaux écrits et oraux pour l'ensemble des matières faisant l'objet de contrôle continu ou pour une ou plusieurs matières faisant l'objet de contrôle continu.
4. Les épreuves écrites organisées dans le cadre des travaux dirigés bénéficient des mêmes conditions de correction et d'anonymat que les épreuves écrites visées au paragraphe V.1.
5. L'examen est organisé après chaque semestre d'enseignement. Dans les matières faisant l'objet d'une épreuve terminale et d'un contrôle continu, la part du contrôle continu dans la note finale est de 50%.

6. La session de rattrapage a lieu dans un délai de 15 jours minimum après les résultats de la session initiale. Un dispositif pédagogique de soutien arrêté par la commission de la formation et de la vie universitaire est mis en place. A défaut, la session de rattrapage a lieu deux mois au moins après la session initiale.
7. Pour le master 1 parcours « droit des affaires parcours USAL » (délocalisé en Argentine) : la première session d'examens est organisée à la fin du semestre au cours duquel a eu lieu l'enseignement. Les étudiants bénéficient de deux sessions de rattrapage, mais qui peuvent se dérouler à deux époques différentes, à leur choix, au cours de l'année universitaire suivante.
La note attribuée dans chaque matière à la deuxième session se substitue à celle obtenue lors de la première session.
8. Projet personnel :
Le choix du projet personnel doit être autorisé par le responsable désigné à cet effet.
Il fait l'objet d'une évaluation sur rapport.
Pourront notamment rentrer les activités suivantes dans le projet personnel :
 - participation à la clinique juridique,
 - participation à un concours de plaidoirie ou d'éloquence,
 - participation à des travaux collectifs de recherche encadrés par un centre de Paris 1,
 - responsabilité éditoriale ou scientifique dans une revue étudiante.

B. Master 1^{ère} et 2^{ème} année

1. Le contrôle continu doit comprendre au moins deux notes par matière. Des dérogations peuvent être accordées par les conseils d'UFR ou de composantes pour les matières exigeant des travaux de rédaction relatifs à(ux) thématique(s) abordée(s) en séminaire.
2. L'assiduité aux travaux dirigés et conférences de méthode est obligatoire en M1, l'assiduité aux enseignements est obligatoire en M2. Il ne peut être toléré plus de trois absences motivées par semestre en master 1^{ère} année et de deux absences motivées en master 2^{ème} année.
La limitation ci-dessus n'est pas applicable en cas de maladie de longue durée, de grossesse ou de handicap.
3. Pour le master 1 parcours « droit des affaires parcours USAL » délocalisé en Argentine : l'assiduité aux travaux dirigés et conférences de méthode est obligatoire. Il ne peut être toléré moins de 75% de présence au cours par matière.
4. Les épreuves de soutenance d'un mémoire de recherche ou d'évaluation d'un stage inclus dans la formation peuvent avoir lieu exceptionnellement en septembre. Le jury tient une nouvelle délibération pour tenir compte du résultat de ces épreuves.
5. Stage (cf. le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014, décret n° 2017-1652 du 30 novembre 2017) : Les étudiants ont la possibilité, dans le cadre de leur cursus pédagogique, - le volume pédagogique d'enseignement de deux cents heures comporte un minimum de cinquante heures dispensées en présence des étudiants -, de réaliser un stage, y compris en dehors des périodes d'enseignement, donnant lieu à la rédaction d'un rapport. Ce stage, qui a pour but d'acquérir des compétences en cohérence avec la formation, doit être autorisé par le responsable pédagogique du parcours de la mention et est placé sous la tutelle d'un enseignant (cf. <https://www.pantheonsorbonne.fr/formation/insertion-professionnelle>, rubrique « Insertion professionnelle »).
La date butoir pour terminer un stage est fixée au 31 août pour la 1^{ère} année de master.

La fixation de la date de fin d'année universitaire au 31 décembre de l'année pour une inscription en master 2 et diplôme d'université de niveau 7 (cadre national des certifications professionnelles). Cette disposition ne s'applique pas aux étudiants inscrits au titre du régime des césures. Les délibérations de jury et la notification des résultats de jury doivent être effectués avant le 30 novembre. Les stages doivent

être achevés avant le 31 décembre. La date limite de début du stage en master 2 est le 15 septembre. Aucune convention de stage dont le terme serait supérieur au 31 décembre ne peut être signée.

C. Master 2^{ème} année

Master 2^{ème} année parcours « droit des affaires »

1. Un examen est organisé pour chaque semestre d'enseignement. Les épreuves ont lieu selon le cas à la fin de chaque semestre ou de l'année universitaire.
2. Le contrôle des aptitudes et des connaissances comporte suivant le cas :
 - un contrôle continu,
 - des épreuves écrites anonymes,
 - des examens oraux,
 - un mémoire,
 - un stage, le cas échéant.
- 2.1. Chaque conférence fait l'objet d'une note de contrôle continu de 0 à 20 arrêtée par le responsable de la formation sur proposition des enseignants.
- 2.2. Les étudiants peuvent choisir deux conférences au même semestre sans être obligé d'en choisir une seule à chaque semestre.
- 2.3. Les étudiants doivent choisir deux séminaires correspondant à deux enseignements théoriques obligatoires. Parmi les deux enseignements théoriques obligatoires non choisis en enseignements pratiques, les étudiants doivent en choisir un à l'écrit, l'autre à l'oral.
- 2.4. L'étudiant doit accomplir un travail personnel de recherche noté de 0 à 20, matérialisé par un mémoire et, éventuellement, une soutenance, sous réserve de l'approbation du sujet par le responsable de la formation.
- 2.5. L'épreuve écrite a lieu en mai/juin de l'année correspondante.
- 2.6. Les épreuves orales ont lieu en mai/juin. Par exception, le dépôt et la soutenance du mémoire peuvent intervenir en septembre sur décision du responsable du diplôme pour les étudiants qui le demanderaient et justifieraient d'une raison objective.
- 2.7. Le contrôle continu, de même que chaque épreuve (écrit, oraux ou grand oral) ainsi que le mémoire, soutenance incluse s'il y a lieu, sont notés de 0 à 20.
- 2.8. Chaque épreuve peut faire l'objet d'un coefficient différent.
- 2.9. Pour être déclaré admis, les étudiants doivent avoir obtenu la moyenne générale de 10/20 à l'ensemble des épreuves et la moyenne de 9 sur 20 à l'ensemble des épreuves autres que le mémoire et sa soutenance.
- 2.10. Comme indiqué ci-dessus, le redoublement d'un semestre ou de l'année ne peut être accordé qu'à titre exceptionnel par décision du Président de l'université sur proposition du responsable de la formation.
- 2.11. Le redoublant conserve la ou les notes de contrôle continu obtenues ainsi que la note de mémoire, soutenance incluse s'il y a lieu, même si ses notes sont inférieures à la moyenne.
- 2.12. L'étudiant conserve également les notes égales ou supérieures à la moyenne obtenues à l'épreuve écrite et aux épreuves orales ou au grand oral.

- 2.13. L'étudiant autorisé à redoubler se réinscrit dès l'année suivante pour présenter les épreuves pour lesquelles il n'a pas obtenu la moyenne. Il ne peut se réinscrire qu'une fois.
3. Les épreuves de soutenance d'un mémoire ou d'évaluation d'un stage inclus dans la formation peuvent avoir lieu en septembre. Le jury tient une nouvelle délibération pour tenir compte du résultat de ces épreuves.

Les étudiants du M2 rédigent un mémoire sous la direction de l'un des enseignants du master ou d'une personne habilitée par le directeur du master. Le choix du sujet est arrêté en début d'année en concertation entre l'étudiant concerné et le directeur qu'il a choisi. Chaque directeur s'engage d'une part à assurer une formation méthodologique initiale aux étudiants qui lui sont confiés, et à suivre régulièrement l'évolution de leur travail, au fur et à mesure des grandes étapes de l'élaboration : problématique, recherche documentaire, plan, rédaction, préparation de la soutenance. Le mémoire doit être remis début juin. Par exception, le dépôt et la soutenance du mémoire peuvent intervenir en septembre sur décision du responsable du diplôme pour les étudiants qui le demanderaient et justifieraient d'une raison objective.

Master 2^{ème} année parcours « droit des affaires et fiscalité – parcours HEC » et « droit des affaires et fiscalité – parcours EDS »

1. Un examen est organisé pour chaque semestre d'enseignement. Les épreuves ont lieu selon le cas à la fin de chaque semestre ou de l'année universitaire.
2. Le contrôle des aptitudes et des connaissances est réalisé selon les modalités suivantes :
 - a. Pour les cours et séminaires, sauf le cours de principes généraux du droit fiscal
L'examen prend la forme d'un oral noté de 0 à 20. Toutefois, après accord du responsable du diplôme, l'examen peut prendre la forme d'un écrit.

Le « Business Game » offert dans la filière conjointe avec HEC prend la forme d'une soutenance par groupe d'étudiants (en général cinq ou six par groupe) devant un jury d'universitaires et de professionnels. Cette soutenance dure une heure par groupe.

- b. Stage
Un stage en relation avec la formation est obligatoire. Il est d'une durée de trois mois. Il est agréé par le responsable du diplôme.
Le stage ne donne pas lieu à la rédaction d'un rapport. La note de stage est constituée par la note de mémoire.
 - c. Principes généraux du droit fiscal
Le droit fiscal général fait l'objet d'une épreuve écrite de cinq heures notée de 0 à 20.
3. Pour être déclarés admis, les étudiants doivent avoir obtenu la moyenne générale de 10/20 à l'ensemble des épreuves.
 4. La délivrance du diplôme suppose, outre l'obtention de la moyenne aux épreuves de l'examen ainsi qu'il est dit à l'article 2.3 ci-dessus, la justification de l'accomplissement du stage.
 5. Le redoublement d'un semestre ou de l'année ne peut être accordé qu'à titre exceptionnel par décision du Président de l'université sur proposition du responsable du diplôme.

Le redoublant conserve la ou les notes de contrôle continu obtenues aux enseignements pratiques ainsi que, éventuellement, la note de stage, même si ces notes sont inférieures à la moyenne.

L'étudiant conserve également les notes égales ou supérieures à la moyenne obtenues à l'épreuve écrite et aux épreuves orales portant sur les enseignements théoriques.

L'étudiant autorisé à redoubler se réinscrit dès l'année suivante pour présenter les épreuves pour lesquelles il n'a pas obtenu la moyenne. Il ne peut se réinscrire qu'une fois.

Master 2^{ème} année parcours « opérations et fiscalité internationale des sociétés »

Un examen est organisé pour chaque semestre d'enseignement. Les épreuves ont lieu selon le cas à la fin de chaque semestre ou à la fin de l'année universitaire.

Le contrôle des aptitudes et des connaissances comporte suivant le cas :

- un contrôle continu,
- des épreuves écrites anonymes,
- des examens oraux,
- un stage avec rédaction d'un rapport de stage ou un mémoire.

Les épreuves de soutenance de l'évaluation du stage (rapport de stage) ou du mémoire inclus dans la formation peuvent avoir lieu en septembre. Le jury tient une nouvelle délibération pour tenir compte du résultat de ces épreuves.

Le stage obligatoire d'une durée de deux mois minimum et trois mois maximum, fait l'objet de la rédaction d'un rapport de stage.

À l'issue du second semestre :

deux épreuves orales seront organisées :

- une épreuve sur l'organisation du commerce international, notée sur 20 (coef. 4) ;
- une épreuve sur les opérations financières internationales, notée sur 20 (coef. 4).

ainsi que deux épreuves écrites :

- une épreuve de 5 heures sur les opérations transfrontalières de sociétés, notée sur 20 (coef. 6) ;
- une épreuve de 3 heures sur la fiscalité internationale et communautaire, notée sur 20 (coef. 4).

Un contrôle continu en UE 2 et UE 4 porte sur les matières de séminaires pratiques. Chaque intervenant organise librement les modalités du contrôle continu.

Le rapport de stage ou le mémoire, noté sur 20 (coefficent 4), est aussi en principe remis en juin. À titre exceptionnel, il peut l'être en septembre avec l'accord du directeur du mémoire, sur autorisation du directeur du master.

VI. NOTATION DES ÉPREUVES :

A. Notes, coefficients, crédits :

La notation des épreuves et les modalités de contrôle des aptitudes et des connaissances sont les suivantes :

B. Bonifications pour la 1^{ère} année de master

1. Les matières donnant lieu à bonification sont notées sur 20. Ne sont comptabilisés au titre du bonus que les points au-dessus de la moyenne.
2. Les étudiants ayant choisi de suivre un enseignement donnant lieu à bonification peuvent bénéficier d'une majoration maximale de 0,5 point sur la moyenne coefficientée du semestre.
3. Les enseignements d'activités physiques et sportives ou les enseignements des activités culturelles, enfin les engagements citoyens, sont proposés au titre des bonifications dans toutes les formations de M1

quand ils ne figurent pas parmi les enseignements obligatoires ou optionnels du programme de la formation.

4. Mention du « mentorat »

La participation à un programme d'accompagnement d'étudiants « mentorat » peut donner lieu à bonification. Celle-ci est octroyée par le jury sur proposition de l'enseignant responsable dudit programme.

C. Capitalisation et compensation pour les 1^{ère} et 2^{ème} année de master

1. Les crédits et les unités d'enseignement peuvent être acquis par réussite à l'examen ou par compensation.
2. Unités d'enseignements :
Les unités d'enseignement sont définitivement acquises et capitalisables dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne. L'acquisition d'une unité d'enseignement entraîne délivrance des crédits correspondant à cette unité. Une unité d'enseignement ne peut être obtenue si l'étudiant ne se présente pas à une épreuve.
3. Sont capitalisables les éléments constitutifs d'unité d'enseignement pour lesquels l'étudiant a obtenu la moyenne. Les crédits européens qui leur sont attachés sont acquis par l'étudiant.
4. Semestre :
Le semestre d'enseignement est validé si l'étudiant y a obtenu la moyenne. L'acquisition d'un semestre entraîne délivrance des crédits correspondants.
5. Compensation annuelle :
Elle est de droit pour les étudiants ayant obtenu la moyenne arithmétique pour les deux semestres de l'année.
Les étudiants défaillants ne peuvent bénéficier de cette disposition. Des dispositions spécifiques peuvent être prises pour les filières visées au paragraphe IV. 4.

Pour le calcul de la moyenne, il est tenu compte des coefficients attribués à chaque épreuve.

Concernant le **master 1 parcours « droit des affaires parcours HEC »** : les semestres peuvent se compenser au titre de la compensation annuelle à la condition que le semestre validé soit le semestre suivi à Paris 1.

6. La compensation ne peut avoir lieu que si toutes les épreuves ont été effectivement passées.
7. Validation des périodes d'études effectuées à l'étranger :
Lorsque le projet a été accepté par le responsable pédagogique et que l'étudiant a obtenu la validation de sa période d'études par l'établissement étranger, il bénéficie des crédits européens correspondant à cette période d'études sur la base de 30 crédits pour l'ensemble des unités d'enseignement d'un semestre.

VII. CONDITIONS D'OBTENTION DU DIPLÔME :

A. Obtention du titre de maîtrise

1. Le jury délibère, à l'issue de la première année de master, en vue de la délivrance de la maîtrise mention « droit des affaires ».

Pour obtenir la maîtrise, l'étudiant doit soit valider le semestre 1 et le semestre 2 du master 1, soit obtenir 60 crédits par les règles de compensation décrites au point VI.5.

2. En cas d'obtention, le diplôme est édité à la demande de l'étudiant.
3. La validation du diplôme est assortie des mentions suivantes :
 - Passable, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 10/20 ;
 - Assez bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 12/20 ;
 - Bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 14/20 ;
 - Très bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 16/20 ;

B. Jury

1. Le jury comprend les enseignants qui ont participé à la notation des épreuves. Il statue souverainement sur les résultats de contrôle des connaissances et décide du résultat définitif en vue de la validation du semestre, des unités d'enseignement ou enseignements, et attribue le titre de maîtrise. Il peut décerner des points de jury.
2. Le président du jury est désigné par le président de l'université ou, sur délégation, par le directeur de l'UFR ou de l'Institut responsable de la formation.

C. Les langues

Le master intègre un enseignement visant la maîtrise d'au moins une langue étrangère conformément au cadre européen commun de référence pour les langues. L'enseignement de langue est dispensé de préférence sur les deux années du master. Cet enseignement est sanctionné par des crédits ECTS.

Afin de renforcer l'attractivité et la reconnaissance internationale du diplôme de master, certains enseignements peuvent être dispensés en langue étrangère, ou organisés en coopération avec des établissements d'enseignement supérieur étrangers en application des dispositions des articles L. 121-3 et D. 613-17 et suivants du code de l'éducation.

D. Délivrance du diplôme de master

1. La délivrance du diplôme de master est subordonnée à la validation des deux derniers semestres d'enseignement.

Toutefois, le jury du second semestre de la 2^{ème} année de master procède à la compensation entre les deux semestres dans les termes du paragraphe VI. C. 5. A cet effet, il peut faire usage de points de jury.

2. Le semestre d'enseignement est validé dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

Pour le calcul de la moyenne, il est tenu compte des coefficients attribués à chaque épreuve.

3. La validation d'un semestre entraîne l'attribution des crédits correspondants.
4. La défaillance à une épreuve fait obstacle à la validation du semestre.
5. La validation du diplôme de master confère le grade de master mention « droit des affaires » :

- parcours « droit des affaires »
- parcours « droit des affaires et fiscalité »
- parcours « opérations et fiscalité internationales des sociétés »
- parcours « droit du tourisme et des transports »
- parcours « concurrence, distribution, consommation »
- parcours « droit international et européen des affaires – IDAI »
- parcours « droit des affaires approfondi »

6. Le diplôme est assorti des mentions suivantes en fonction des notes obtenues en deuxième année de master pour l'ensemble de l'année :
 - Passable, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 10/20 ;
 - Assez bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 12/20 ;
 - Bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 14/20 ;
 - Très bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 16/20.
7. **Supplément au diplôme** : pour favoriser la reconnaissance du parcours suivi par l'étudiant et développer la mobilité internationale, chaque diplôme est accompagné du supplément au diplôme mentionné au de l'article D. 123-13 du code de l'éducation. Ce document synthétique retrace l'ensemble des connaissances et compétences acquises durant le parcours de formation suivi par l'étudiant.

MAQUETTES DES ENSEIGNEMENTS

Pour davantage d'informations, veuillez contacter le service de la scolarité de rattachement.

Annexe au règlement de contrôle des connaissances type relative à la mise en œuvre d'une période de césure

Vu les articles L. 613-1, L. 611-12 et D. 611-13 à D. 611-20 du code de l'éducation ;

Vu la circulaire n° 2015-122 du 22 juillet 2015 ;

Vu le décret 2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur ;

Vu la circulaire n° 2019-030 du 10 avril 2019 relative à la mise en œuvre de la suspension temporaire des études dite période de césure dans les établissements publics.

La présente annexe au règlement de contrôle des connaissances type a pour objet de préciser les modalités de déroulement d'une période d'expérience personnelle dite de « césure », applicables en dehors de tout autre dispositif spécifique concourant aux mêmes fins proposées par l'établissement.

Pour chaque diplôme, le règlement de contrôle des connaissances met en application la présente annexe en définissant les modalités concrètes de réalisation de la période de césure.

1. Caractéristiques de la césure

Période de césure - La période dite « de césure » :

Le début d'une période de césure coïncide nécessairement avec celui d'un semestre universitaire

- Sa durée ne peut être inférieure à celle d'un semestre universitaire, ni supérieure à deux semestres consécutifs.
- Elle peut être effectuée dès le début de la première année de cursus mais ne peut l'être après la dernière année de cursus et devra se dérouler selon des périodes indivisibles équivalant à au moins un semestre universitaire et débutant obligatoirement en même temps qu'un semestre universitaire.
- Le téléservice défini par l'article D. 612-1 du code de l'éducation qui gère la procédure nationale de préinscription dans une formation initiale du premier cycle mentionnée à l'article L. 612-3 du code de l'éducation permet au candidat qui souhaite débuter une césure dès l'entrée dans l'enseignement supérieur de transmettre sa demande une fois qu'il a accepté la proposition d'inscription faite par l'établissement.
- Elle est effectuée sur la base d'un strict volontariat de l'étudiant qui s'y engage et ne peut être rendue nécessaire pour l'obtention du diplôme préparé avant et après cette suspension.

Non attribution possible d'ECTS.- La période de césure ne peut donner lieu à l'obtention d'ECTS en sus du nombre total d'ECTS délivré à l'issue de la formation. Un bilan de compétences pourra être établi par l'établissement et les compétences acquises, devront être portées au supplément au diplôme dans le cadre de l'obtention d'unités d'enseignement (UE) libres facultatives.

2. Modalités de la césure

La période de césure peut se dérouler **en France ou à l'étranger** et prendre l'une des formes suivantes :

Autre formation	Stage ou période de formation en milieu professionnel	Bénévolat	Engagement de service civique/service volontaire européen/volontariat associatif ou autres formes de volontariat (de solidarité, en administration ou en entreprise)	Entrepreneuriat	Travail
Maintien du statut d'étudiant et des droits afférents	Application de la réglementation sur les stages (Loi 2014-788, 10 juillet 2014)	Organisation couverture sociale de l'étudiant (Loi 2006-586, 23 mai 2006)	Application du code du service national ou de la réglementation propre aux autres formes de volontariat	Inscription au « Diplôme étudiant-entrepreneur »	Application du code du travail Basculement sur le régime des salariés ou équivalent

En toute hypothèse, l'étudiant est inscrit au sein de son établissement pendant la durée de sa période de césure et continue de bénéficier du statut d'étudiant. Il devra maintenir un lien constant avec son établissement en le tenant régulièrement informé du déroulement de celle-ci et de sa situation.

La période de césure peut se dérouler hors du territoire français :

C'est alors la législation du pays d'accueil qui s'applique dans les relations entre l'étudiant et l'organisme d'accueil, y compris s'il s'agit d'une période de formation disjointe de sa formation d'origine.

Formalités obligatoires que l'étudiant doit réaliser au préalable :

L'étudiant doit se rapprocher de sa caisse d'assurance maladie pour obtenir des informations sur les conditions permettant la prise en charge de ses frais médicaux.

S'il part dans un pays de l'Union Européenne, de l'espace économique européen ou en Suisse, il doit demander à sa caisse d'assurance maladie le formulaire E 106 / S1 « *Inscription en vue de bénéficier de la couverture d'assurance maladie* » ou la carte européenne d'assurance maladie (CEAM). Une fois sur place, ce formulaire lui permettra de s'inscrire auprès de l'institution d'assurance maladie de son lieu de résidence.

S'il part dans un pays hors Union Européenne / espace économique européen / Suisse, il doit informer sa caisse d'assurance maladie de son départ et de sa nouvelle adresse à l'étranger. Pour bénéficier d'une prise en charge de ses soins médicaux, l'étudiant doit souscrire une assurance

volontaire (qui ne le dispense pas de cotiser au régime obligatoire d'assurance maladie du nouveau pays de résidence) soit auprès de la Caisse des Français de l'étranger soit auprès d'une compagnie d'assurance privée, soit éventuellement auprès de l'institution de sécurité sociale du pays de résidence.

L'étudiant réalisant sa période de césure sous la forme d'un volontariat doit se rapprocher respectivement de :

- son organisme d'accueil pour l'engagement de service civique et le volontariat associatif ;
- l'agence Erasmus + jeunesse et sport pour un service volontaire européen ;
- Clong-volontariat pour un volontariat de solidarité internationale ;
- UbiFrance dans le cadre d'un volontariat en administration ou en entreprise et plus généralement du centre du volontariat international.

Il appartient à l'étudiant d'être individuellement couvert par une assurance en responsabilité civile, assistance juridique et rapatriement pour être protégé pendant toute la durée de son séjour à l'étranger.

3. Régime de la césure

Procédure.- Après son admission dans la formation, l'étudiant doit déposer auprès du directeur de la composante (par délégation du président de l'université) son projet de césure au minimum un mois ouvrable avant le début du semestre.

Tout projet de césure, formalisé par une lettre de motivation indiquant la nature, les modalités de réalisation, les objectifs du projet est soumis à l'approbation du président de l'université, et par délégation du directeur de la composante.

Toute décision de refus doit être motivée par écrit et contenir les voies et délais de recours (administratifs et contentieux).

« Vous pouvez contester la présente décision, soit directement par la voie contentieuse, soit en formant au préalable, un recours administratif qui préserve le délai du recours contentieux.

Le recours administratif qui doit être formé dans les deux mois qui suivent la décision que vous contestez, peut prendre la forme d'un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision contestée ou celle d'un recours hiérarchique auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Saisie de votre recours administratif, l'administration peut :

- soit vous donner entièrement ou partiellement satisfaction, dans les deux mois qui suivent votre recours,*
- soit rejeter votre demande, dans les deux mois qui suivent votre recours, par une décision expresse ou par une décision implicite de rejet en gardant le silence pendant plus de deux mois à votre réclamation.*

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant de votre recours administratif, vous disposez de deux mois, délai franc, pour déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Paris (articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative).

Le recours contentieux doit être déposé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision que vous contestez auprès du Tribunal Administratif de Paris.

Le délai de deux mois est un délai franc qui court le lendemain de la date de notification et/ou de l'affichage (ex. le délai pour contester une décision notifiée le 4 janvier court à partir du 5 janvier pour s'achever le 5 mars). »

Lorsque l'étudiant souhaite interrompre la période de césure avant le terme prévu dans la convention mentionnée ci-dessous, la réintégration dans la formation ne peut intervenir sans l'accord du président ou du directeur de l'établissement.

Convention pédagogique.- Lorsque le directeur de la composante (sur délégation du président de l'université) donne son accord à la demande de césure, l'établissement (et le cas échéant, le nouvel établissement d'accueil) signe avec l'étudiant, qui suspend sa scolarité, un accord prenant la forme d'une convention pédagogique qui comporte les mentions obligatoires suivantes :

- Les modalités de sa réintégration ou son inscription au sein de la formation dans le semestre ou l'année suivant ceux validés par l'étudiant avant sa suspension, y compris lorsqu'il s'agit de formations sélectives pour lesquelles l'établissement doit être en mesure de réserver une capacité d'inscription à l'étudiant lors de son retour ([V. modèle de convention pédagogique sur le site internet](#)) ;
- Le dispositif d'accompagnement pédagogique ;
- Les modalités de validation de la période de césure par l'attribution de crédits du système européen d'unités d'enseignement capitalisables et transférables.

Modalité de validation de la période de césure :

La validation de l'année de césure donne lieu à l'obtention de 10 ECTS qui s'ajoutent au nombre total de crédits européens délivrés à l'issue de la formation et qui n'entraîne aucune dispense d'enseignement ou de stage. Un certificat spécifique lié à l'année de césure est alors délivré.

Droits d'inscription.- L'étudiant en période de césure est nécessairement inscrit au sein de son établissement d'origine. Il se verra ainsi délivrer une carte d'étudiant lui permettant de bénéficier de son statut d'étudiant.

Lorsque le diplôme préparé dans l'établissement d'inscription est un diplôme national, l'étudiant acquitte des droits de scolarité au taux réduit prévu dans l'annexe de l'arrêté fixant les droits de scolarité d'établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Bourse.- Si la période de césure consiste en une autre formation, l'éligibilité de l'étudiant à la bourse est soumise aux conditions de droit commun attachées à la nature de sa formation (à savoir relever de la compétence du Ministre chargé de l'enseignement supérieur conduisant à un diplôme national de l'enseignement supérieur ou être habilitée à recevoir des boursiers). Le maintien de la bourse est soumis aux conditions de progression, d'assiduité aux cours et de présence aux examens fixées dans le cadre du droit commun.

Dans les autres cas, le droit à bourse peut être maintenu sur décision de l'établissement, qui se prononce sur la dispense ou non de l'étudiant de son obligation à assiduité durant sa période de césure. La décision sera prise en fonction de la relation entre la thématique de la césure et la formation dispensée au sein de l'établissement.

Lorsque le droit à bourse est maintenu, celui-ci entre dans le décompte du nombre total de droits à bourse ouverts à l'étudiant au titre de chaque cursus.

Protection sociale.- Pour ce qui est du risque maladie et maternité, le droit commun reste apparemment applicable : l'étudiant en position de césure doit s'inscrire dans son établissement d'origine. Étant inscrit en tant qu'étudiant, il doit en principe s'acquitter auprès de l'université d'origine de la cotisation à la sécurité sociale étudiante, s'il ne dépend d'aucun autre régime et qu'il remplit les conditions (notamment d'âge).

Pour les autres risques (AT en France, couverture maladie/rapatriement/AT à l'étranger), il convient que l'étudiant effectue les formalités nécessaires pour se procurer une couverture.

L'établissement doit informer le CROUS de la situation de l'étudiant concerné pendant et après sa période de césure.

Master 1ère année parcours " droit des affaires" (M1E402)								
Intitulé des UE et			Volume Horaire		Info RCC			
			CM	TD	Coef.	ECTS		
Semestre 1								
UE 1 :					8	15		
Cours obligatoire	<i>Droit bancaire</i>		33	16,5	4	8		
Cours obligatoire	<i>Droit international privé 1</i>		33	0	2	4		
Cours optionnel	1 matière à choisir							
Cours optionnel	<i>histoire de la pensée juridique</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>philosophie du droit</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>Comparative Law</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>EU Substantive Law</i>		33	0	2	3		
UE 2 :					8	15		
Cours obligatoire	<i>principes de la fiscalité des entreprises</i>		33	16,5	4	8		
Cours obligatoire	<i>assurances</i>		33	0	2	4		
Cours optionnel	1 matière à choisir							
Cours optionnel	<i>régimes matrimoniaux</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>droit maritime et des transports</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>Propriété industrielle</i>		33	0	2	3		
Cours obligatoire	<i>méthodologie de la recherche et documentation juridique</i>		9	0	-	-		
Total			372	33		30		
			405					
Volume horaire étudiant			207	33				
Semestre 2								
UE 1 :					8	15		
Cours obligatoire	<i>Sûretés</i>		33	16,5	4	8		
Cours obligatoire	<i>droit de la concurrence et de la distribution</i>		33	0	2	4		
Cours obligatoire	1 langue au choix							
Cours obligatoire	<i>anglais</i>		0	18	2	3		
Cours obligatoire	<i>allemand</i>		0	18	2	3		
Cours obligatoire	<i>espagnol</i>		0	18	2	3		
Cours obligatoire	<i>russe</i>		0	18	2	3		
UE 2 :					8	15		
Cours obligatoire	<i>Entreprises en difficulté</i>		33	16,5	4	8		
Cours obligatoire	<i>droit des marchés financiers</i>		33	0	2	4		
Cours optionnel	1 matière à choisir							
Cours optionnel	<i>droit pénal des affaires</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>gestion financière</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>gouvernance et responsabilités des sociétés</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>fiscalité des groupes de sociétés</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>arbitrage</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>propriété littéraire et artistique</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>Common Law(en français)</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>International Law (en anglais)</i>		33	0	2	3		
Cours optionnel	<i>projet personnel*</i>		15		2	3		
<i>* soumis à l'approbation du directeur de la formation</i>								
Total			345	105		30		
			450					
Volume horaire étudiant			165	51				
Total annuel			717	138		60		
			855					

Master 1ère année parcours "droit des affaires parcours HEC" (M1E406)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 1					
Semestre 1 à HEC					30
Total					30
Volume horaire étudiant					
Semestre 2					
UE 1 :				8	16
Cours obligatoire <i>fiscalité des groupes de sociétés</i>	33	16,5	4	8	
Cours obligatoire <i>procédure fiscale</i>	33	0	2	4	
Cours obligatoire <i>droit fiscal international</i>	33	0	2	4	
UE 2 : un cours obligatoire au choix avec TD et un cours obligatoire sans TD (sauf anglais obligatoire)				8	14
Cours obligatoire <i>marchés financiers</i>	33	16,5	4	8	
Cours obligatoire <i>entreprises en difficulté</i>	33	16,5	4	8	
Cours obligatoire <i>gouvernance et responsabilité des sociétés</i>	33	0	2	3	
Cours obligatoire <i>sûretés</i>	33	0	2	3	
Cours obligatoire <i>anglais</i>	0	18	2	3	
Total	231	67,5			30
		298,5			
Volume horaire étudiant	198	51			
Total annuel	231	67,5			60
		298,5			

Master 1ère année parcours "droit des affaires - délocalisé Egypte -IDAI" (M1E4D1)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 1					
	UE 1 :			4	16
Cours obligatoire	<i>Droit des suretés</i>	24	15	2	8
Cours obligatoire	<i>Droit international privé 1</i>	24	15	2	8
	UE 2 :			5	14
Cours obligatoire	<i>Droit bancaire</i>	24	0	1	3
Cours obligatoire	<i>Droit fiscal des affaires</i>	24	0	1	3
Cours obligatoire	<i>Droit international public et pénal</i>	24	0	1	3
Cours obligatoire	<i>Droit de l'entreprise approfondi (ou procédure pénale égyptienne)</i>	24	0	1	3
Cours obligatoire	<i>Anglais</i>	24	0	1	2
Total		168	30	9	30
		198			
Volume horaire étudiant		168	30		
Semestre 2					
	UE 1 :			1	2
Cours obligatoire	<i>Anglais</i>	0	15	1	2
	UE 2 :			4	16
Cours obligatoire	<i>Droit de la concurrence</i>	24	15	2	8
Cours obligatoire	<i>Droit international privé 2</i>	24	15	2	8
	UE 3 :			4	12
Cours obligatoire	<i>Droit des entreprises en difficulté</i>	24	0	1	3
Cours obligatoire	<i>Droit patrimonial de la famille</i>	24	0	1	3
Cours obligatoire	<i>Droit de la propriété intellectuelle</i>	24	0	1	3
Cours obligatoire	<i>Droit des organisations internationales (ou droit réel égyptien et exécution forcée)</i>	24	0	1	3
Total		144	45	9	30
		189			
Volume horaire étudiant		144	45		
Total annuel		312	75	18	60
		387			

Master 1ère année parcours "droit des affaires - délocalisé Argentine - USAL" (M1E4D2)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 1					
UE 1 :			5	30	
Cours obligatoire	<i>Procédure civile</i>	36	18	1	7
Cours obligatoire	<i>Droit civil IV : droit des biens</i>	27	18	1	8
Cours obligatoire	<i>Droit commercial III : droit cambiaire</i>	54	0	1	5
Cours obligatoire	<i>Droit international privé européen</i>	90	0	1	6
Cours obligatoire	<i>Droit communautaire américain</i>	54	0	1	4
Total		261	36		30
		297			
Volume horaire étudiant		261	36		
Semestre 2					
UE 1 :				30	
Cours obligatoire	<i>Droit international privé européen</i>	76	18	1	7
Cours obligatoire	<i>Droit civil IV : Droit des biens</i>	27	18	1	5
Cours obligatoire	<i>Droit du commerce international</i>	40	0	1	7
Cours obligatoire	<i>Droit de l'environnement</i>	94	0	1	6
Cours obligatoire	<i>Procédure pénale</i>	54	0	1	2
Cours obligatoire	<i>Droit international économique</i>	54	0	1	3
Total		345	36		30
		381			
Volume horaire étudiant		345	36		
Total annuel		606	72		60
		678			

Master 2ème année parcours "droit des affaires" (MIE507)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		ECTS
	CM	TD	Coef.		
Semestre 3					
UE 1					24
2 matières fondamentales à choisir avec le séminaire correspondant					
Cours obligatoire	<i>droit du marché (concurrence)</i>	15		2	4
séminaire obligatoire	<i>droit du marché (concurrence)</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>droit des groupements</i>	15		2	4
séminaire obligatoire	<i>droit des groupements</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>droit civil des affaires</i>	15		2	4
séminaire obligatoire	<i>droit civil des affaires</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>relations financières</i>	15		2	4
séminaire obligatoire	<i>relations financières</i>	15		2	4
2 matières fondamentales non choisies en séminaire					
Cours obligatoire	<i>droit du marché (concurrence)</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>droit des groupements</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>droit civil des affaires</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>relations financières</i>	15		2	4
UE 2					6
0/1/2 conférences à choisir si 2/1/0 conférences choisies au S4					
Cours optionnel	<i>propriétés intellectuelles</i>	15		2	3
Cours optionnel	<i>droit fiscal international et européen</i>	20		2	3
Cours optionnel	<i>opérations transfrontalières des entreprises</i>	15		2	3
Cours optionnel	<i>droit civil du marché</i>	15		2	3
Cours obligatoire	<i>une activité de groupe</i>			2	3
	<i>bonification langue</i>				
Total		245	0		30
		245			
Volume horaire étudiant		105	0		
Semestre 4					
UE 1					24
matières fondamentales choisies en séminaire au semestre 3					
Cours obligatoire	<i>droit du marché (concurrence)</i>	15		2	4
séminaire obligatoire	<i>droit du marché (concurrence)</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>droit des groupements</i>	15		2	4
séminaire obligatoire	<i>droit des groupements</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>droit civil des affaires</i>	15		2	4
séminaire obligatoire	<i>droit civil des affaires</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>relations financières</i>	15		2	4
séminaire obligatoire	<i>relations financières</i>	15		2	4
2 matières fondamentales non choisies en séminaire					
Cours obligatoire	<i>droit du marché (concurrence)</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>droit des groupements</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>droit civil des affaires</i>	15		2	4
Cours obligatoire	<i>relations financières</i>	15		2	4
UE 2					6
2/1/0 conférences à choisir si 0/1/2 conférences choisies au S3					
cours optionnel	<i>droit pénal des affaires et des sociétés</i>	15		2	2
cours optionnel	<i>contentieux international des entreprises</i>	15		2	2
cours optionnel	<i>droit fiscal</i>	15		2	2
cours optionnel	<i>droit de la concurrence</i>	15		2	2
cours optionnel	<i>droit approfondi de la faillite</i>	15		2	2
	<i>stage ou mémoire</i>			4	4
Total		255	0		30
		255			
Volume horaire étudiant		105	0		
Total annuel		500	0		60
		500			

Master 2ème année parcours "affaires et fiscalité" MPE507					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 3					
			3	9	
Cours obligatoire	<i>droit civil des affaires</i>	15		1	3
Cours obligatoire	<i>droit approfondi des sociétés</i>	15		1	3
Cours obligatoire	<i>principes de comptabilité et de gestion appliqués au droit des affaires</i>	15		1	3
UE 2 : "fiscalité"			3	11	
Cours obligatoire	<i>principes généraux du droit fiscal</i>	15		1	4
Cours obligatoire	<i>fiscalité approfondie des affaires</i>	15		1	4
Cours obligatoire	<i>restructuration des entreprises en difficultés</i>	15		1	3
UE 3 : "droit européen, international et comparé"			2	6	
Cours obligatoire	<i>droit européen et international des sociétés</i>	15		1	3
Cours obligatoire	<i>droit comparé des affaires et de la fiscalité (en anglais)</i>	15		1	3
UE 4 : "pratique professionnelle"			2	4	
Cours obligatoire	<i>séminaires des professionnels en droit des affaires</i>	52		1	2
Cours obligatoire	<i>séminaires des professionnels en droit fiscal</i>	53		1	2
	<i>bonification langue</i>				
Total		225			30
		225			
Volume horaire étudiant		225			
Semestre 4					
			3	10	
Cours obligatoire	<i>droit civil des affaires</i>	15		1	4
Cours obligatoire	<i>droit du financement</i>	15		1	3
Cours obligatoire	<i>restructuration des entreprises en difficultés</i>	15		1	3
UE 2 : "fiscalité"			3	12	
Cours obligatoire	<i>principes généraux du droit fiscal</i>	15		1	4
Cours obligatoire	<i>fiscalité approfondie des affaires</i>	15		1	4
Cours obligatoire	<i>fiscalité de la transmission d'entreprises</i>	15		1	4
UE 3 : "droit européen, international et comparé"			2	6	
Cours obligatoire	<i>droit européen et international des sociétés</i>	15		1	3
Cours obligatoire	<i>droit comparé des affaires et de la fiscalité (en anglais)</i>	15		1	3
UE 4 : "pratique professionnelle"			1	2	
Cours obligatoire	<i>mémoire pratique ou wintercourse</i>			1	1
Cours obligatoire	<i>stage</i>				1
Total		120			30
		120			
Volume horaire étudiant					
Total annuel		345	0		60
		345			

Master 2ème année parcours "affaires et fiscalité" (parcours HEC) (MPE507)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 3					
UE 1 : "droit des affaires"			4	12	
Cours obligatoire	<i>stratégie des groupes de société</i>	30	1	3	
Cours obligatoire	<i>Capital risque</i>	15	1	3	
Cours obligatoire	<i>compliance</i>	18	1	3	
Cours obligatoire	<i>droit civil des affaires</i>	15	1	3	
UE 2 : "fiscalité"			4	9	
Cours obligatoire	<i>principes généraux du droit fiscal</i>	15	1	2	
Cours obligatoire	<i>fiscalité approfondie des affaires</i>	15	1	2	
Cours obligatoire	<i>gestion fiscale des sociétés holding</i>	30	1	3	
Cours obligatoire	<i>restructuration des entreprises en difficultés</i>	15	1	2	
UE 3 : "droit européen, international et comparé"			3	9	
Cours obligatoire	<i>droit européen et international des sociétés</i>	15	1	3	
Cours obligatoire	<i>european & french competition law</i>	30	1	3	
Cours obligatoire	<i>droit comparé des affaires et de la fiscalité (en anglais)</i>	15	1	3	
Total		213		30	
Volume horaire étudiant		213			
Semestre 4					
UE 1 : "droit des affaires"			3	9	
Cours obligatoire	<i>droit et fiscalité d'un groupe</i>	36	1	3	
Cours obligatoire	<i>pratique du contentieux commercial</i>	19	1	3	
Cours obligatoire	<i>droit civil des affaires</i>	15	1	3	
UE 2 : "fiscalité"			3	9	
Cours obligatoire	<i>principes généraux du droit fiscal</i>	15	1	3	
Cours obligatoire	<i>fiscalité approfondie des affaires</i>	15	1	3	
Cours obligatoire	<i>restructuration des entreprises en difficultés</i>	15	1	3	
UE 3 : "droit européen, international et comparé"			2	6	
Cours obligatoire	<i>droit européen et international des sociétés</i>	15	1	3	
Cours obligatoire	<i>droit comparé des affaires et de la fiscalité (en anglais)</i>	15	1	3	
UE 4 : "pratique professionnelle"			1	6	
Cours obligatoire	<i>mémoire pratique ou wintercourse</i>		1	3	
Cours obligatoire	<i>stage</i>			3	
Total		145		30	
Volume horaire étudiant		145			
Total annuel					
358		0		60	
		358			

Master 2ème année parcours "opérations et fiscalité internationale des sociétés" (MPE509)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)		Volume		Info RCC	
		CM	TD	Coef.	ECTS
Semestre 3					
UE 1				8	15
Cours obligatoire	<i>opérations financières internationales (garanties, crédits internationaux, réglementation des investissements étrangers)</i>	22		4	7
Cours obligatoire	<i>cadre institutionnel des opérations internationales des entreprises (OMC, ORD, institutions d'aide aux exportations)</i>	22		4	8
UE 2				6	15
Cours obligatoire	<i>pratique bancaire communautaire et internationale</i>	10		1	3
Cours obligatoire	<i>stratégie fiscale d'implantation des entreprises</i>	10		1	3
Cours obligatoire	<i>structures juridiques et fiscales comparées</i>	10		1	3
Cours obligatoire	<i>pratique du droit social communautaire et international</i>	10		1	3
Cours obligatoire	<i>faillites transfrontalières</i>	15		1	3
	<i>bonification langue</i>				
Total		99	0		30
		99			
Volume horaire étudiant		99			
Semestre 4					
UE 1				10	15
Cours obligatoire	<i>opérations transfrontalières des sociétés (fusion-acquisition, OPA, organisation des groupes de sociétés, transferts de siège...)</i>	26		6	8
Cours obligatoire	<i>taxation des opérations transfrontalières des sociétés (droit interne/conventions fiscales)</i>	26		4	7
UE 2				5	5
Cours obligatoire	<i>pratique du règlement des litiges financiers internationaux</i>	10		1	1
Cours obligatoire	<i>fiscalité des transactions intragroupes (les prix de transfert)</i>	10		1	1
Cours obligatoire	<i>fiscalité des restructurations internationales</i>	10		1	1
Cours obligatoire	<i>pratique des fusions-acquisitions et des OPA internationales</i>	10		1	1
Cours obligatoire	<i>pratique des contrats internationaux et de la concurrence</i>	10		1	1
UE 3				5	10
stage professionnel obligatoire donnant lieu à un rapport de stage ou à un mémoire				5	10
Total		102	0		30
		102			
Volume horaire étudiant		102	0		
Total annuel		201	0		60
		201			

Master 2e année
parcours "droit du tourisme et des transports" (MPE510)

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)		Volume Horaire		Info RCC	
		CM	TD	Coef.	ECTS
Semestre 3					
UE 1 : Droit du Tourisme				16	16
Cours obligatoire	<i>Méthodologie de la recherche et documentation juridique (obligatoire si non suivi en M1)</i>	9	0	VAL	0
Cours obligatoire	<i>Réglementation applicable au secteur touristique</i>	40	0	4	4
Cours obligatoire	<i>Droit international et Européen du tourisme</i>	20	0	3	3
Cours obligatoire	<i>Droit pénal du tourisme</i>	10	0	1	1
Cours obligatoire	<i>Droit social du tourisme</i>	10	0	1	1
Cours obligatoire	<i>Droit fiscal des affaires</i>	20	0	3	3
Cours obligatoire	<i>Méthodologie mémoire</i>	10	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Droit des nouvelles technologies</i>	12	0	2	2
UE 2 : Montage et Gestion des Projets Touristiques				14	14
Cours obligatoire	<i>Fiscalité interne de l'activité touristique</i>	12	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Droit des contrats touristiques</i>	24	0	4	4
Cours obligatoire	<i>Contentieux du Droit du tourisme</i>	12	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Droit du transport</i>	24	0	4	4
Cours obligatoire	<i>Cas pratiques</i>	8	0	2	2
Bonification langues		-	-	-	-
Total		211	0		30
Volume horaire étudiant		202/211	0		
Semestre 4					
UE 1 : Soutenance				8	15
	<i>Soutenance du mémoire professionnel</i>	-	-	8	15
UE 2 : Expérience professionnelle				8	15
	<i>Stage</i>	-	-	8	15
Total		0	0		30
Volume horaire étudiant		0	0		
Total annuel		211	0		60
		211	0		60

Master 2ème année parcours "droit des affaires - concurrence, distribution (FA)" (MPE50K)						
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)		Volume Horaire		Info RCC		
		CM	TD	Coef.	ECTS	
Semestre 3						
UE 1 : Droit des pratiques anticoncurrentielles				14	14	
Cours obligatoire	<i>Analyse concurrentielle des comportements :</i> - Cadre juridique - Techniques d'analyse économique	40		5	5	
Cours obligatoire	<i>Contentieux public de la concurrence</i> - Cours & Séminaires	30		5	5	
Cours obligatoire	<i>Contentieux privé de la concurrence</i> - Cours & Séminaires	30		4	4	
UE 2 : Droit des pratiques restrictives				14	14	
Cours obligatoire	<i>Droit des pratiques restrictives:</i> - Cours	35		10	10	
Cours obligatoire	<i>Droit des pratiques restrictives :</i> - Séminaires	35		4	4	
UE 2 : Mémoire				2	2	
Cours obligatoire	<i>Méthodologie du mémoire</i>	15		2	2	
Total		185	0		30	
		185				
Volume horaire étudiant						
Semestre 4						
UE 1 : Concurrence				10	10	
Cours obligatoire	<i>Contrôles des concentrations</i> - Cadre juridique - Techniques d'analyse économique	50		6	6	
Cours obligatoire	<i>Contrôles des concentrations :</i> - Séminaires	20		4	4	
UE 2 : Droit de la distribution				10	10	
Cours obligatoire	<i>Arbitrage</i> - Cours & Séminaires	30		4	4	
Cours obligatoire	<i>Mandataires et subordonnés</i> - Cours & Séminaires	30		4	4	
Cours obligatoire	<i>Réseaux de revendeurs</i> - Cours & Séminaires	30		2	2	
UE 3 : Mémoire				10	10	
Cours obligatoire	<i>Atelier de rédaction</i>	15		2	2	
Cours obligatoire	<i>Mémoire</i>			8	8	
Total		175	0		30	
		175				
Volume horaire étudiant						
Total annuel		360	0		60	
		360				

Master 2ème année parcours "droit international et européen des affaires" (MPE5D1) (délocalisé au Caire-IDAI)				
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM	TD	Coef.	ECTS
Semestre 1				
UE 1 Enseignements fondamentaux		3		12
Cours obligatoire	<i>Méthodologie contractuelle</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Droit du commerce international</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Droit de l'arbitrage</i>		20	0
UE 2 Enseignements techniques		3		9
Cours obligatoire	<i>Droit international des sociétés</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Droit égyptien des affaires</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Droit fiscal international</i>		20	0
choisir UE 3 Option Arbitrage et contentieux		3		9
Cours obligatoire	<i>Droit de la distribution internationale</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Procédure arbitrale</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Contentieux judiciaire international</i>		20	0
OU choisir UE 4 Option Droit public des affaires		3		9
Cours obligatoire	<i>Droit des contrats et marchés publics</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Droit de l'environnement</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Contentieux public</i>		20	0
Total		240	0	30
		240		
Volume horaire étudiant		180	0	
Semestre 2				
UE 1 Enseignements fondamentaux		2		8
Cours obligatoire	<i>Arbitrage d'investissement</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Pratique de Common Law</i>		20	0
UE 2 Enseignements techniques		2		8
Cours obligatoire	<i>Droit international et européen des faillites</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Droit des activités économiques</i>		20	0
choisir UE 3 Option Arbitrage et contentieux		2		6
Cours obligatoire	<i>Modes alternatif de règlement des litiges</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Droit du sport</i>		20	0
OU UE 4 Option Droit public des affaires		2		6
Cours obligatoire	<i>Droit des entreprises publiques</i>		20	0
Cours obligatoire	<i>Droit des contrats publics internationaux</i>		20	0
UE 5 Langue		1		4
Cours obligatoire	<i>Anglais</i>		0	20
UE 6 Stage ou mémoire		5		4
<i>Stage ou mémoire</i>		5		4
Total		160	20	30
		180		
Volume horaire étudiant		120	20	
Total annuel		400	20	60
		420		

Master 1ère année
parcours "droit des affaires" IED (M1V402)

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM : Regroupements et cours en ligne (HCM)	TD : Bulletins de liaison (HTD)	Coef	ECTS
Semestre 1			8	
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			4	15
Cours obligatoire <i>Droit bancaire</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Droit international privé I</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Histoire de la pensée juridique</i>	36	6	1	4
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			4	15
Cours obligatoire <i>Droit fiscal I</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Propriété intellectuelle</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Droit européen des affaires</i>	36	6	1	4
Total	270	48	8	30
Volume horaire étudiant				30
Semestre 2			8	
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			4	15
Cours obligatoire <i>Droit des sûretés</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Droit pénal des affaires</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Langue (anglais, espagnol, allemand jur.)</i>	36	6	1	4
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			4	15
Cours obligatoire <i>Droit des entreprises en difficulté</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Droit international privé II</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Droit fiscal II</i>	36	6	1	4
Total	270	48	8	30
Volume horaire étudiant				
Total annuel	540	96	16	60
			636	

Master 2ème année
parcours "droit des affaires approfondi" IED (MIV505)

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM : Cours en ligne (vidéos et audios) (HTD)	TD + Bulletins de liaison (HTD)	Coef	ECTS
Semestre 1				
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			4	20
Cours obligatoire	<i>Droit des contrats civils & commerciaux</i>	54	12	2
Cours obligatoire	<i>Droit des sociétés</i>	54	12	2
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			2	10
Cours obligatoire	<i>Fiscalité des affaires</i>	18	6	1
Cours obligatoire	<i>Procédures collectives</i>	18	6	1
Total		144	36	6
		180		
Volume horaire étudiant				30
Semestre 2				
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			3	15
Cours obligatoire	<i>Droit du travail</i>	54	12	2
Cours obligatoire	<i>Droit du financement</i>	18	6	1
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			3	15
Cours obligatoire	<i>Droit de la propriété industrielle</i>	18	6	1
Cours obligatoire	<i>Droit de la concurrence</i>	18	6	1
Stage		0	0	1
Total		108	30	6
		138		
Volume horaire étudiant				
Total annuel		252	66	12
		318		

Master 2ème année
parcours "droit des affaires approfondi" IED (MIV505)

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM : Cours en ligne (vidéos et audios) (HTD)	TD + Bulletin s de liaison (HTD)	Coef	ECTS
Semestre 1				
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			4	20
Cours obligatoire	<i>Droit des contrats civils & commerciaux</i>	54	12	2
Cours obligatoire	<i>Droit des sociétés</i>	54	12	2
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			2	10
Cours obligatoire	<i>Fiscalité des affaires</i>	18	6	1
Cours obligatoire	<i>Procédures collectives</i>	18	6	1
Total		144	36	6
		180		
Volume horaire étudiant				30
Semestre 2				
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			3	15
Cours obligatoire	<i>Droit du travail</i>	54	12	2
Cours obligatoire	<i>Droit du financement</i>	18	6	1
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			3	15
Cours obligatoire	<i>Droit de la propriété industrielle</i>	18	6	1
Cours obligatoire	<i>Droit de la concurrence</i>	18	6	1
Stage		0	0	1
Total		108	30	6
		138		
Volume horaire étudiant				
Total annuel		252	66	12
		318		

Master 1ère année
parcours "droit des affaires" IED (M1V402)

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC	
	CM : Regroupeme nts et cours en ligne (HCM)	TD : Bulletins de liaison (HTD)	Coef	ECTS
Semestre 1			8	
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			4	15
Cours obligatoire <i>Droit bancaire</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Droit international privé I</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Histoire de la pensée juridique</i>	36	6	1	4
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			4	15
Cours obligatoire <i>Droit fiscal I</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Propriété intellectuelle</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Droit européen des affaires</i>	36	6	1	4
Total	270	48	8	30
Volume horaire étudiant				30
Semestre 2			8	
UE 1 : Enseignements juridiques fondamentaux			4	15
Cours obligatoire <i>Droit des sûretés</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Droit pénal des affaires</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Langue (anglais, espagnol, allemand jur.)</i>	36	6	1	4
UE 2 : Enseignements juridiques spécifiques			4	15
Cours obligatoire <i>Droit des entreprises en difficulté</i>	63	12	2	7
Cours obligatoire <i>Droit international privé II</i>	36	6	1	4
Cours obligatoire <i>Droit fiscal II</i>	36	6	1	4
Total	270	48	8	30
Volume horaire étudiant				
Total annuel	540	96	16	60
			636	

Master 2ème année parcours "droit international, européen et comparé" (MIV509)					
Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)	Volume Horaire		Info RCC		
	CM : Regroupements et cours en ligne (HCM)	TD : Bulletins de liaison (HTD)	Coef.	ECTS	
Semestre 1					
UE 1 : Cours fondamentaux					
Cours obligatoire	<i>Droit du commerce international</i>	18	3	5	
Cours obligatoire	<i>Droit international économique</i>	18	3	5	
Cours obligatoire	<i>Droit privé comparé</i>	18	3	5	
UE 2 : Séminaires (4 au choix parmi 6 proposés)					
Séminaire optionnel	<i>Business and Human Rights</i>	14	2	3	
Séminaire optionnel	<i>Droit international de la santé</i>	14	2	3	
Séminaire optionnel	<i>Droit international de la concurrence</i>	14	2	3	
Séminaire optionnel	<i>Droit fiscal international</i>	14	2	3	
Séminaire optionnel	<i>Propriété intellectuelle: Approche internationale et comparée</i>	14	2	3	
Séminaire optionnel	<i>Introduction aux systèmes de droits africains</i>	14	2	3	
UE 3 : Séminaire méthodologique					
Séminaire obligatoire	<i>Recherche approfondie et méthode pour rédiger un mémoire en droit/ film ou un audio</i>	12	1	3	
Total		122		30	
Volume horaire étudiant		122,0			
Semestre 2					
UE 1 : cours fondamentaux					
Cours obligatoire	<i>Droit privé comparé</i>	18	3	4	
Cours obligatoire	<i>Droit international public appronfodi</i>	18	3	4	
Cours obligatoire	<i>Protection régionale comparée des droits de l'Homme</i>	18	3	4	
UE 2 : Séminaires (4 parmi 6 proposés)					
Séminaire optionnel	<i>Droit des investissements</i>	14	2	3	
Séminaire optionnel	<i>Arbitrage international</i>	14	2	3	
Séminaire optionnel	<i>Mobilité européenne et internationale des personnes</i>	14	2	3	
Séminaire optionnel	<i>Le droit à l'épreuve du changement climatique</i>	14	2	3	
Séminaire optionnel	<i>Globalisation and social justice</i>	14	2	3	
Séminaire optionnel	<i>Introduction aux droits asiatiques</i>	14	2	3	
UE 3 : Rapport ou Mémoire					
Cours obligatoire	<i>Rapport de stage ou mémoire ou réalisation d'un film ou d'un audio en groupe</i>		6	6	
Total		110	0,0	30	
Volume horaire étudiant		110,00			
Total annuel		232,00	0,00	60	